

Socialisme, Communisme, Totalitarisme : quelle différence pour une recherche historique du point de vue moral ?

Momchil Hristov
St. Kliment Ohridski University of Sofia

Abstract

Socialism, Communism, Totalitarianism: What difference for a historical research from a moral point of view

The essay focuses on recent developments in the field of history of socialist/communist regime in Bulgaria. The author considers this form of disciplinary knowledge as a set of discourses and draws his research material from a number of interviews with researchers (mostly historians, but also anthropologists and sociologists) in the field. The attempt is made to elucidate the “moral base” and potential political implications of the existing demarcation and differentiation between different approaches to this still burning subject.

* Cet essai trouve ses racines d'inspiration et puise ses données chez le travail que j'ai pu effectué à la fin de 2007 et le début de 2008 en tant qu'enquêteur dans le cadre général du projet « Remembering Communism », sous la direction de l'historien Maria Todorova et l'historien Stefan Troeps, et plus précisément dans le microprojet proposé et guidé par le sociologue Liliana Deyanova. L'objectif de ce microprojet était d'essayer de trouver les caractéristiques des manières d'écrire l'histoire du passé récent, en se demandant à partir de quels présupposés (épistémologiques, culturels, politiques) se construisent les discours spécifiques des professionnels dans ce domaine – historiens, anthropologues, sociologues, politologues, philologues, et à partir de là, quelles sont leurs positions particulières dans le champ scientifique en Bulgarie. D'autre part, mon propos s'inscrit dans une approche sociologico-anthropologique à l'égard de l'historiographie qui est déjà devenue classique en Bulgarie – ce sont les recherches menées par l'*Institut des recherches sociales critiques* au cours des années 1990 sur les manières de réécrire l'histoire nationale dans les manuels d'histoire juste après les grandes mutations sociales (comme par exemple en 1944 – l'emprise du pouvoir étatique par les communistes en Bulgarie ou en 1989 – la chute du régime communiste). Le présent travail est en très grande partie influencé par les recherches de Liliana Deyanova et de ses collègues de l'Institut. Cependant, mon opinion ne représente pas l'opinion de l'Institut ni celle d'un de ses membres. Une première variante de cet essai était présentée au colloque « Justice et histoire », organisé par Ivan Vukovic, qui s'est tenu entre le 6 et le 8 décembre 2007 à la Faculté de philosophie de l'Université de Belgrade.

The accent is put on the individual (and collective) choice of labeling the epoch – socialism, communism, or totalitarianism. Those three labels are used in order to construct three ideal types of historical-sociological research and to indicate the methodological specificities of every type of research as well as its particular objects of study. Finally a point is made on the danger which a close relationship between a study and politics represents to the relative research autonomy.

Keywords: discursive strategies, ideal types, moral positioning, research autonomy, communist regime

Vingt ans après sa faillite officielle, le régime politique de type soviétique qui régnait en Bulgarie entre 1944 et 1989, est encore étrangement présent non seulement dans la mémoire collective, sous la forme de « nostalgie », selon une notion très répandue dans les discours médiatiques d’aujourd’hui, mais aussi dans la mémoire historique. Je m’appuie sur la distinction entre *mémoire collective* et *mémoire historique* proposée par Pierre Nora (Le Goff 1978, 391-401)¹. On consacre à l’analyse du régime des conférences, des colloques, des journées d’étude, des débats publics, des dizaines de projets scientifiques et artistiques, comme si la clef de voûte de notre identité actuelle en tant que nation bulgare se trouvait dans ce passé, et comme si une éventuelle interprétation « correcte » mettrait fin à la « transition sans fin vers la démocratie ».

Le consensus social sur la signification de ce passé national est loin d’être constitué (bien qu’en 2000 le Parlement bulgare ait voté une loi « de dénonciation du régime communiste comme criminel »). Qui plus est, la communauté scientifique semble divisée sur le sujet : que ce soit la soi-disant portée politique d’une reconstruction historiographique et son manque d’impartialité ou que ce soit l’usage de méthodes « inadéquates », les querelles visibles sont beaucoup plus visibles que les interprétations des faits. Les manuels d’histoire représentent là-dessus un exemple parfait: au lieu de fournir une interprétation officielle homogène sur l’« époque communiste », ils sont pratiquement découpés en une multitude de descriptions et d’explications qui varient selon les différentes équipes d’historiens qui les rédigent : à chaque équipe son manuel, sa méthodologie et son parti pris.

Quoi qu'il en soit, il semble que les discours sur le « régime » animent une grande partie du débat intellectuel aujourd'hui, notamment dans le domaine des sciences humaines et sociales. Puisqu'ils occupent une telle place à l'ordre du jour de la société et de la recherche scientifique, il paraît donc légitime et nécessaire de se demander quelles sont les règles de productions de ces discours; quelles notions sont mobilisées pour objectiver le passé récent; quelles sont les lignes de vision et division (comme dirait Pierre Bourdieu) dans ce groupe particulier qu'est la communauté scientifique des chercheurs en histoire du « régime communiste »; et, en fin de compte, *quelles sont les présupposées morales qui fondent et guident ces recherches ?*

Dans ce qui suit, je me propose d'aborder cet ensemble de questions à travers une analyse préliminaire qui pourrait servir de première esquisse d'une *cartographie des représentations morales* avec lesquelles opèrent les chercheurs sur le passé récent en Bulgarie.

Mon intention principale est de prouver que le choix même de la simple dénomination de ce passé troublant entraîne nécessairement des jugements de valeur, plus ou moins explicites. Sur le plan épistémologique cela est valide pour chaque historiographie, pour autant que l'écriture même de l'histoire entraîne déjà l'expérience de l'historien concret, comme le montre Reinhart Koselleck (Koselleck 2000, 55).

Ces jugements de valeur sont particuliers dans le sens qu'ils visent à s'imposer dans la sphère publique non comme appartenant au chercheur en cause, mais bien au contraire, comme des manifestations de la morale sociale elle-même. Cela est dû, me semble-t-il, au statut social spécifique de la pratique intellectuelle de l'historien qui, dans sa forme classique, accorde une valeur universelle de son discours dans une société, valeur universelle masquée habituellement sous la forme d'objectivité.

Les analyses que je propose ci-dessous reposent sur une tentative à la fois méthodologique et empirique : afin d'arriver à une première esquisse de la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui la production du savoir historique en Bulgarie, j'ai organisé les données que j'ai obtenues - moyennant un certain

nombre d'entretiens personnels - selon trois catégories (totalitarisme, communisme, socialisme) construites en fonction de la terminologie utilisées par les chercheurs eux-mêmes. Ces catégories doivent être comprises non comme des délimitations réelles à retrouver sur le terrain, mais comme des *idéal-types* (Max Weber), des modèles rationnellement construits en fonction de la focalisation sur un certain nombre de traits caractéristiques du phénomène étudié.

Certes, on ne peut jamais trouver ces idéal-types à l'état pur dans la réalité. Leur fonction méthodologique est tout simplement d'orienter le chercheur dans le processus d'analyse d'un phénomène social. Dans ce sens, les variations entre les trois idéal-types que je distingue peuvent se multiplier selon le nombre des cas particuliers surpris.

Mon travail est organisé de cette manière : premièrement, j'explicitierai le sens que j'attribue au concept de « morale ». Ensuite, je prendrai en compte les rapports complexes entre histoire, mémoire, Etat national et société. En troisième lieu, j'esquisserai quelques repères que je considère obligatoires dans l'examen des conditions de possibilité des discours historiques aujourd'hui. En guise de conclusion, j'explicitierai ce que je crois être les dangers d'une recherche historique qui adopte une vision étroitement liée à la morale sociale dominante.

J'utilise le terme « morale » dans le sens de la sociologie durkheimienne, c'est-à-dire comme un système de règles, de normes et de pratiques qui organisent la vie collective d'une société. Selon Durkheim, même si la justification du fonctionnement d'un certain nombre de normes et d'institutions qui soutiennent la vie collective d'une société pourrait se fonder sur des sources transcendantales, leur existence matérielle est fondée sur des structures sociales qui fournissent la force de ces normes et de ces institutions d'agir sur le comportement des individus². A travers ce processus d'action la société assure sa reproduction (la société étant vue ici comme délimitée par les cadres de l'Etat national). C'est ce dernier qui s'avère le garant principal de l'ordre moral dans une société donnée.

La situation ne change pas radicalement avec l'entrée dans la dite époque postmoderne, d'une certaine perspective.

Même si l'on peut être surpris par la présence d'une pluralité de morales caractéristiques aux différentes communautés, la cohésion sociale entre celles-ci est agencée par une institution qui les englobe. Cette institution est toujours l'État. Comme le montre Bruno Karsenti, "l'État, pour Durkheim, c'est ce qui maintient la cohésion des règles qui opèrent localement en garantissant leur inscription dans une régulation globale dont lui seul est capable de concevoir l'unité" (Karsenti 2006, 25-26). Il suffit de se rappeler que selon la conception durkheimienne le terme « morale » doit être employé toujours au pluriel, à cause de la multiplicité de groupes qui coexistent dans une société moderne (Sibertin-Blanc 2008, 150-1).

Dans l'État national l'histoire en tant que discours scientifique, c'est-à-dire comme un discours qui possède le monopole de la manipulation légitime des faits historiques, est institutionnellement fondée et possède ses propres principes de formation, d'organisation et de validation ; ce discours – et à travers lui la communauté des historiens qui est chargée de sa production – est étroitement lié à l'État. Affirmer que dans le discours historique il n'y a rien d'objectif serait une thèse risquée. Toutefois, comme le montre l'historien Giovanni Levi, l'histoire a toujours produit des visions du monde qui portent en soi un élément politique dont l'usage serait inévitable. Pour l'historien, il serait intéressant d'étudier justement l'histoire de cet usage (Revel et Levi 2002, 62). Le fait que l'histoire dans sa forme « classique » a pour fonction principale la transmission de valeurs nationales par le processus d'éducation constitue une partie importante de l'usage politique des « découvertes » historiques. Il paraît même que le contexte étatique externe dans lequel l'historiographie moderne se trouve insérée impose des règles et des exigences sur les processus internes de la formation de ses concepts et objets d'études. Cela est dû, me semble-t-il, au fait qu'il y a toujours un besoin d'homogénéisation relative des discours historiques et des objets étudiés pour que le passé de la nation soit susceptible d'être reconnu par chaque citoyen de l'État et, ainsi, pour que celui-ci soit capable de former son identité nationale d'une manière non

contradictoire. C'est d'ailleurs une vision idéale qui n'a jamais atteint sa forme complète.

C'est la raison pour laquelle dans l'Etat national la mémoire historique et la mémoire collective se trouvent étroitement liées. La mémoire historique, qui est la mémoire collective de la « tribu des historiens » (comme le désigne Pierre Nora), doit influencer la mémoire collective de la nation. De sa part, la mémoire collective est une source d'inspiration pour la mémoire historique produite par les historiens, mais elle est toujours dans la position d'être corrigée par ceux-ci.

Le savoir historique se voit donc lié à la formation, à l'intégration et à la reproduction de la nation.

Ainsi s'établit une correspondance directe de la *morale spécifique* de la communauté des historiens avec la morale sociale qui dirige une société moderne. L'historiographie doit répondre aux exigences de la cohésion sociale en produisant un savoir cumulatif et homogène, pour autant que cela est possible. Cependant, les événements altèrent parfois les visions dominantes dans l'univers historiographique : à un moment donné, les anciens héros peuvent devenir, par le hasard de l'histoire, des bourreaux et *vice versa*.

Tout cela nous oblige à questionner le statut scientifique de l'historiographie. Comme je l'ai déjà mentionné, personne ne nie aujourd'hui que l'histoire est étroitement liée avec l'action gouvernementale et politique. De surcroît, ce qui devient de plus en plus évident, c'est que la fondation de la politique (telle qu'on la voit se produire dans nos institutions et par nos hommes politiques) s'opère sur le discours historique.

Mais est-il possible et envisageable de renoncer à l'épineux problème wébérien du contrôle des jugements de valeur grâce auxquels s'opère la production du savoir scientifique dans les sciences sociales, et accepter de mener des recherches historiques qui, au fond, relèvent de l'art de faire de la politique ? Quelle serait alors la différence entre le discours historique et les autres discours concernant le passé – le roman, le poème, le film, les expositions dans un musée ? La question devient encore plus difficile si l'on prend comme exemple des faits comme les camps de concentration : comment décrire d'une manière froide, *sine ira et studio*, comme le demandait Tacite)

Auschwitz ou Kolyma ? Comment ne pas juger le national-socialisme ou le communisme comme étant *la* représentation du Mal ?

Il est impossible de répondre à ces questions d'une manière univoque; l'épistémologie moderne de l'historiographie a toujours échoué dans sa tâche de fournir à la recherche historique le caractère objectif de la connaissance du passé. Plusieurs auteurs ont déjà insisté sur le danger que représente la déconstruction postmoderne des prémisses classiques des procédures scientifiques. Mais toujours est-il utile de rappeler que Max Weber lui-même s'est bien rendu compte qu'une recherche historique sans aucun jugement de valeur est une pure fiction : le choix même de l'objet d'étude contient toujours déjà un jugement de valeur constitutif.

Dans ce sens on peut encore avancer le point que fait Weber : l'étiquetage d'une époque détermine déjà les dimensions de son objectivation. C'est exactement le cas de l'historiographie bulgare après la chute du régime en 1989. Le fait que certains chercheurs choisissent de nommer la période de ce régime « totalitarisme », « communisme » ou « socialisme » n'est pas sans conséquences par rapport aux données que ces chercheurs trouvent dans les archives (le matériel préféré par les historiens, mais aussi par les sociologues) ou dans les récits biographiques des protagonistes (matériel préféré notamment par l'anthropologie sociale).

Il serait utile d'esquisser ici le contexte historique de la formation des discours des experts, puisque les choix politiques et scientifiques ont aujourd'hui leurs propres conditions de possibilité.

Après la chute du mur de Berlin les transformations dans la société bulgare ont provoqué une ascension significative des recherches historiques. L'ancienne position des sciences sociales (y compris l'histoire), tout comme celle des disciplines justifiant la politique générale du Parti qui traçait les voies concrètes d'intervention dans la société, s'est transformé au profit d'une « libéralisation » des discours concernant les sujets brûlants, comme par exemple, le passé présocialiste³. En employant un cliché politique, on peut nommer ce processus une « décommunisation » des sciences humaine et sociales. L'époque qui se situe entre le début de la formation de l'Etat bulgare moderne entre 1878 et 1944, appelée autrefois par les historiens

marxistes-léninistes époque « bourgeoise » est devenue de plus en plus une époque normale dont le développement naturel fut brutalement rompu par « le pouvoir populaire ». Commença alors une réévaluation du régime – de ses pratiques politiques, de son idéologie, de son gouvernement, comme si le « régime » existait sans ruptures et sans transformations dans la ligne politique générale et même dans l'idéologie officielle.

Bref, la vision répandue de la politique de l'Etat « socialiste » (comme s'est intitulé le régime lui-même pendant toute son existence) a remplacé une vision stigmatisant les effets pervers, les crimes, les erreurs dans la politique économique et l'utopisme du régime. En même temps, la division de la population bulgare entre « les rouges » (les communistes) et les « bleus » (les démocrates) s'est reproduite chez les scientifiques eux-mêmes, à tel point qu'en 1995 le philosophe Deyan Deyanov avait appelé cette situation « une guerre civile des interprétations symboliques » (Deyanov 1995, 134). En gros, deux groupes d'interprètes professionnels se sont constitués : ceux qui soulignaient les effets positifs de la modernisation « socialiste » et voyaient le régime comme un vecteur de la modernisation d'un pays agraire et toujours en retard par rapport à l'Occident et ceux qui insistaient constamment sur les répressions de la police secrète, les camps de concentration, la pollution idéologique par la propagande communiste, etc.

S'imposèrent alors dans le débat au moins trois catégories historiques nécessaires pour décrire les 45 ans du régime : *socialisme*, *communisme* et *totalitarisme* (le terme « autoritarisme » avait été lancé également, mais pour autant que ce terme se rapproche beaucoup du terme « totalitarisme », je le laisse de côté). Il est important de noter que le climat général de la recherche historique s'est orienté vers la construction d'une mémoire historique *juste* dont la tâche devait être de transformer les abus de l'idéologie communiste en héritage de la mémoire collective. Ainsi l'histoire a encore une fois épousé la mémoire, cette fois-ci pour faire surgir la vérité d'un passé imprégné par l'idéologie communiste.

En fonction de ces indications contextuelles on peut regrouper les différentes dénominations proposées par les historiens pour décrire le régime soviétique en Bulgarie en trois catégories : i) totalitarisme, ii) communisme iii) socialisme. Ces

catégories expriment, d'une part, la position plus ou moins délibérément choisie par un chercheur dans ce champ social et, d'autre part, la manière dont il découpe le matériel historique et les conclusions politiques qu'il en tire. Dans la réalité, cette classification est beaucoup plus « impure » : par exemple, on peut rencontrer des étiquettes comme « communisme totalitaire » ou « national-communisme », ainsi que des différenciations dans l'étiquette « socialisme », comme par exemple « socialisme stalinien », « socialisme de l'époque du dégel ».

i) *Totalitarisme*. C'est l'étiquette la plus affective de toutes les trois. Son fondement théorique et sa source principale d'inspiration sont la recherche classique de Hannah Arendt – *Les origines du totalitarisme* – qui confère au terme sa puissance méthodologique et sa légitimation politique et philosophique. L'idée sous-jacente de ce type de recherches est que les régimes politiques comme le fascisme, le nazisme et le stalinisme – tous les trois indiqués par Arendt comme des régimes totalitaires – opèrent d'une manière perverse et sont agencés contre la nature humaine.

Il s'agit donc de régimes criminels dont les pratiques politiques et les effets principaux sont l'extermination des millions d'êtres humains (les juifs dans le nazisme, les koulaks dans le stalinisme) et la soumission totale de ceux qui restent vivants et dont la tâche est le maintien et la reproduction forcée des conditions d'existence de ces régimes. *Ces derniers fonctionnent grâce à une transformation totale de la nature – politique, sociale, voire même biologique – de l'homme.*

C'est ici que l'on retrouve la présupposition théorique de toutes ces recherches sur les sociétés de type soviétique qui décrivent la nature de leur pouvoir politique comme « totalitarisme ». Citons Arendt : « [Le] gouvernement totalitaire [sera] parfait, quand tous les hommes se transformeront en Un Homme » (Arendt 2004, 306). C'est la massification comme technologie gouvernementale qui caractérise les régimes totalitaires. Et de nouveau : « La dépendance des mouvements totalitaires non pas tellement de l'amorphie d'une société de masse, mais des conditions spécifiques d'une masse atomisée et individualisée, peut être observée dans l'analyse comparatiste du nazisme et du bolchevisme » (Arendt 2004, 307). L'élément commun des analyses qui décrivent le paradigme appelé « tota-

litaire » est la focalisation sur les ressemblances entre le stalinisme et le nazisme en tant que régimes strictement politiques. Cela leur permet de fermer aussitôt la page sur les sociétés stalinisées en condamnant leur caractère inhumain. Le concept de crimes contre l'humanité dévoile une autre présupposition cardinale qui opère au cœur de cette pratique de production de savoir sur le passé, pratique qui dénommera le régime « totalitaire ». De là le choix de l'objet d'étude : c'est notamment les tortures, la production idéologique et matérielle des homuncules atomisés sous le slogan de « l'homme nouveau », bref, les « crimes contre l'humanité » (Arendt).

ii) *Communisme*. Les chercheurs qui utilisent cette notion le comprennent beaucoup plus comme une « vision totalitaire » et donc se rapprochent beaucoup à l'étiquette qui vient d'être explicitée. Pourtant, ils font très attention aux différences qui existent entre le régime nazi et les régimes communistes, ainsi qu'aux différences entre les pays du Bloc. Le communisme n'est pas vu *stricto sensu* comme une stratégie politique contre la nature humaine ; en revanche il est incompatible avec celle-ci, pour autant que la nature humaine est « construite » de telle manière que l'homme ne peut être absolument heureux. C'est pourquoi tout projet d'une société parfaite est voué à l'échec. Ainsi, la plus grande manifestation de l'inadéquation du communisme était sa chute, vue comme une victoire de la part du réel.

Un autre point, lié au premier, se situe dans la dénonciation du communisme comme idéologie, comme parole illusoire qui cache la réalité. Le communisme transforme les institutions fondamentales de la vie sociale et la pervertit. Les individus ne distinguent plus le vrai du faux hormis l'idéologie dominante et ne peuvent plus reconnaître leurs personnalité authentique, en devenant schizophrènes. Les institutions du régime communiste sont injustes puisqu'elles ne visent pas à constituer un vrai consensus entre les acteurs sociaux qui vivent « dans le mensonge » (selon l'expression de Vaclav Havel), leur vie est empreignée d'hypocrisie. Certains chercheurs considèrent que l'implantation du communisme en Bulgarie a été possible grâce à la préexistence d'une culture essentiellement traditionnelle, paysanne, d'autres croient pouvoir trouver les origines de ce projet dans les Lumières et le perçoivent

comme une radicalisation des principes promus par cette époque-là. L'enjeu principal de ce type de production du savoir historique est la condamnation du régime et du communisme en tant qu'idéologie à cause de son caractère utopique. Certains chercheurs choisissent cette étiquette à cause du caractère « réflexif », selon leurs propres mots. Ils se veulent critiques à l'égard des politiques étatiques qui se nommaient « socialistes ». Ce type de recherche a pour but de montrer le caractère totalement inadéquat du régime, de prouver que la voie politique du communisme doit être définitivement bloquée (comme si ces chercheurs veulent reprendre la thèse fameuse de Francis Fukuyama de la « fin de l'histoire »). Cette option théorique se donne comme objet d'étude les échecs politiques, économiques et sociales du système communiste du point de vue international, ainsi que ses stratégies perverses et parfois anecdotiques par rapport à la population.

iii) *Socialisme*. Les chercheurs qui utilisent cette dénomination choisissent leurs objets d'étude faisant preuve d'une vigilance sémantique par rapport aux discours étudiés. Comme nous venons de le dire, les régimes des pays du Bloc se nommaient « socialistes », même si, après la mort de Staline, Khrouchtchev a lancé l'idée de construction forcée du communisme en trente ans. Il y a des chercheurs qui accentuent les ressemblances (politiques, culturelles) entre les sociétés socialistes et les sociétés capitalistes. Ils cherchent les fondements aussi bien des mécanismes de gouvernement que des tactiques de contestation de l'ordre officiel, dans les technologies et dans les événements du XIX-ème siècle européen. Cette position est la plus fragile face aux contestations des partisans des deux autres, à cause de son manque de rapports aux valeurs civiques : c'est pourquoi ils sont parfois nommés révisionnistes, comme s'ils cherchaient à réinstaurer la société socialiste ou au moins à rationaliser ses effets. Ce qui confère un support moral à leurs recherches c'est plutôt un éthos scientifique qui croit à l'autonomie de la recherche historique par rapport à la politique. Cela est bien visible dans l'ensemble de leurs objets d'étude préférés : les analyses comparées sur le gouvernement étatique, les transformations internes de l'idéologie, le quotidien, les pratiques de consommation, les rites d'interactions entre les différents groupes sociaux, les différences de classe

dans les sociétés socialistes, l'émergence des réseaux sociaux à cause du déficit économique permanent, etc.

Malgré les apparences, il me semble que les trois catégories présentées ne forment pas trois paradigmes différents. Il s'agit plutôt des choix épistémologiques, fondés sur des jugements de valeurs qui forment plusieurs paradigmes scientifiques. Ces trois exemples laissent deviner les rapports difficiles entre politique et sciences sociales : pour beaucoup de chercheurs interviewés, les études historiques d'aujourd'hui (que ce soit des études historiques, sociologiques, anthropologiques ou politiques) sur le régime socialiste/communiste font l'objet d'une forte pression de la part du champ politique et, par conséquent, les interprétations qu'elles mettent en jeu deviennent aussitôt des enjeux politiques dans les débats actuels.

L'amalgame des points de vue « totalitariste » et « communiste » sert comme point de départ et comme légitimation de certaines pratiques législatives. Comme, par exemple, la déjà mentionnée loi bulgare de dénonciation du régime communiste comme criminel, de 2000; ou bien la Résolution 1096 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe relative aux mesures de démantèlement de l'héritage des anciens régimes totalitaires communistes ; ou bien la Résolution 1481 de l'APCE du 25 janvier 2006. Cette dernière, par exemple, stipule au fond qu'il est nécessaire que la communauté internationale condamne les crimes des régimes communistes totalitaires. En outre cet acte doit « encourager... les historiens du monde entier à continuer leurs recherches visant à établir et à vérifier objectivement le déroulement des faits » (Deyanova 2009). D'ici il n'y a qu'un pas à faire vers les fameuses lois de mémoire qui criminalisent certaines interprétations. Puisque les faits se déroulent « objectivement », il n'y a pas de place pour l'interprétation : il faut juste « établir et vérifier » ce processus de manière rigoureuse.

Cela, me semble-t-il, constitue un danger indéniable pour l'autonomie relative de la pratique scientifique : le statut de celle dernière peut aisément se transformer en *ancilla politicae*. La focalisation sur le caractère totalitaire du pouvoir dans les sociétés de type soviétique (c'est-à-dire la focalisation sur son côté « condamnable ») résulte très fréquemment dans une tentative de réduire toute la spécificité des régimes socialistes/

communistes à des phénomènes criminels et l'interprétation de cette spécificité à une condamnation juridico-morale. Cela risque de bloquer, ou au moins de stigmatiser, des recherches potentielles qui ne partagent pas les présupposés de la perspective dite « totalitaire » et cherchent à décrire, par exemple : les marges de liberté (qui existent d'ailleurs dans tout système politique) au sein du régime; les tactiques subversives qui se déploient dans le quotidien et qui sont rendues possibles par le régime lui-même sans être provoquées par lui (Yurchak 2006); les ressemblances entre l'Etat socialiste et les Etats nationaux européens sur le plan de la politique sociale qui cherche à instaurer, entre autres, des habitudes modernes de consommation auprès de la population⁴, etc.

La perspective dite « totalitaire » conçoit les régimes politiques comme étant capables de gérer les masses grâce à l'atomisation de la population par différentes techniques: la police secrète, l'omniprésence idéologique, la figure puissante du chef d'Etat, etc. Or, dès les années 1970 cette thèse est largement contestée par différents historiens, anthropologues, sociologues. Les recherches de Moshé Lewin, Sheila Fitzpatrick ou Vera Dunham montrent bien que l'une des tâches principales de l'administration de Staline était de construire une forte classe moyenne de managers en effectuant une politique d'éducation très diversifiée (Lewin 1987 ; Fitzpatrick 1979 ; Dunham 1990). Et c'est justement à travers la deuxième génération de cette classe que les phénomènes de la culture occidentale comme la musique et le style « hippy » allaient pénétrer dans le régime socialiste.

Il serait donc nécessaire de mettre un bémol aux recherches qui parlent de l'atomisation de la société dans les régimes totalitaires : il y avait bien dans la société des mécanismes de contrôle qui opéraient au profit d'une différenciation interne du corps social. Cette vision s'avère menacée par l'attitude commune aux anciens pays du Bloc soviétique qui réclame haut et fort un règlement de compte avec « l'ancien régime ».

Le risque qu'il faut éviter est, à mon avis, la réévaluation mythique de l'époque dite socialiste ou communiste et la perte de la spécificité même de la recherche scientifique dans le domaine historique vis-à-vis du discours proprement politique. Dans ces circonstances, il est nécessaire d'avoir une position

politique et épistémologique relativement neutre et en même temps réflexive à l'égard du statut moral des sciences humaines et sociales et de considérer que la recherche historique « exige une vérification constante : son savoir doit être mobile, c'est-à-dire toujours en construction (ou en déconstruction – M. H.). Si ce n'est pas le cas, il se transforme en mythe, ou plutôt il s'empaigne de contenu mythologisé, donc immobilisé, dogmatisé, de plus en plus déformé » (Topolski 1994, 72).

NOTES

¹ Selon Nora, ce dernier, à la différence de la mémoire collective qui englobe des entités sociales de diverses formes et qui leur fournit des repères exemplaires de leur passé et de leur identité dans le présent, la mémoire historique ne concerne que les producteurs professionnels du discours historique et c'est à cette raison qu'elle prétend d'être plus 'objective' (Nora 1978, 398-401).

² Il est intéressant de rappeler que dans les premiers travaux de Durkheim la sociologie figure sous le titre de « physique des mœurs ». Rappelons également que selon lui, le fonctionnement des règles morales s'opère par le biais des jugements de valeur qui sanctionnent les comportements, des jugements de valeur de nature sociale proprement dite (Durkheim 1975 a ; Durkheim 1975 b).

³ Comme le montre le sociologue Andrei Boundjoulov, après 1989, l'enjeu pour quelques uns (les adversaires de l'ancien régime, les soi-disant dissidents) était de montrer qu'avant 1944 il n'y avait pas eu de fascisme en Bulgarie, et par là de discréditer le mouvement communiste de résistance à cette époque ; une telle position était longtemps impossible à cause du monopole du Parti communiste sur l'interprétation historique. D'autre part, d'autres gens – les socialistes (les anciens communistes) – s'efforçaient de soutenir le point de vue longtemps officiel, à savoir que la résistance et la prise du pouvoir par les communistes avait été légitime justement à cause de la présence d'un régime fasciste antérieur qui collaborait avec Hitler (Boundjoulov 1997, 137-153).

⁴ Ici je me réfère à l'analyse de Susan Buck-Morss qui montre que le « Rideau de fer » n'avait pas été tellement imperméable ; bien au contraire, il y avait eu des emprunts explicites de l'adversaire idéologique dans les politiques de consommation socialistes (Buck-Morss 2002).

REFERENCES

- Arendt, Hannah. 2004 [1966]. *The Origins of Totalitarianism*, Washington: Harvest Books.
- Boundjoulov, Andrej. 1997. Imalo li e fachizam i antifachistka saprotiva v Balgaria? [Est-ce qu'il y avait eu de fascisme et de résistance anti-fasciste en Bulgarie?]. In *Natsionalnata identitchnost v situatsia na prehod* [L'identité nationale en situation de transition], ed. Maja Grekova, 137-153. Sofia: Minerva.
- Buck-Morss, Susan. 2002. *Dreamworld and Catastrophe: The Passing of Mass Utopia in East and West*, Cambridge MA: MIT Press.
- Deyanov, Deyan. 1995. "Utchebnitsite po istoria i obchtite mesta na pamet" [Les manuels d'histoire et les lieux communs de mémoire]. In *Prenapisvaneto na minaloto v utchebnitsite po istoria* [La réécriture du passé dans les manuels d'histoire], edited by Deyan Deyanov, 134-150. Sofia: KX.
- Deyanova, Liliana. 2009. *Otchertaniata na maltchanieto* [Les contours du silence]. Sofia: KX.
- Dunham, Vera. 1990. In *Stalin's Time: Middleclass Values in Soviet Fiction*. Durham: Duke University Press.
- Durkheim, Emile. 1975 a. "Introduction à la morale". In *Textes, Vol. 2, Religion, morale, anomie*. Paris: Minuit.
- Durkheim, Emile. 1975 b. "Définition du fait moral". In *Textes, Vol. 2, Religion, morale, anomie*. Paris: Minuit.
- Fitzpatrick, Sheila. 1979. *Education and Social Mobility in the Soviet Union, 1921-1934*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Karsenti, Bruno. 2006. *La société en personnes. Etudes durkheimiennes*. Paris: Economica.
- Koselleck, Reinhart. 2000. *Le futur passé: Contribution à la sémantique des temps historiques*. Paris: EHESS.
- Levi, Giovanni. 2002. "The Distant Past: On the Political Uses of History". In *Political Uses of the Past: The Recent*

Mediterranean Experience, ed. Jacques Revel and Giovanni Levi. London: Franc Cass and Company Ltd.

Lewin, Moshé. 1987. *La formation du système soviétique. Essais sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux-guerres*. Paris: Gallimard.

Nora, Pierre. 1978. "Mémoire collective". In *La nouvelle histoire*, ed. Jacques Le Goff, 398-401. Paris: RETZ-C.E.P.L.

Sibertin-Blanc, Guillaume. 2008. *Philosophie politique (XIX-XX siècle)*. Paris: PUF.

Topolski, Jerzy. 1994. "Structure des mythes historiques : historiographie, conscience historique, mémoire", In *L'histoire en partage : Le récit du vrai : questions de didactique et d'historiographie*. Paris: Natan.

Yurchak, Alexei. 2006. *Everything Was Forever, Until It Was No More: The Last Soviet Generation*. Princeton and Oxford: Princeton University Press.

Momchil Hristov est doctorant en sociologie à l'Université St. Kliment Ohridski de Sofia, Bulgarie. Il prépare une thèse de doctorat sur la rationalité politique urbaniste du socialisme bulgare.

Address:

Momchil Hristov

St. Kliment Ohridski University of Sofia

Department of Philosophy

1504 Sofia, 15 Tsar Osvoboditel Blvd.

Bulgaria

E-mail: momchilhrist@yahoo.com